

# L'Humanité des débats

**LE BLOC-NOTES P. 13**

**Jean-Emmanuel Ducoin :**  
Toile(s)

**TRIBUNE LIBRE P. 16**

**Le détournement retors et un abus  
de confiance de Marine Le Pen**

**LA CHRONIQUE PHILO P. 17**

**Cynthia Fleury :**  
Ne rien apprendre de l'Histoire?

Table ronde

## Vers la fin de l'hospitalité en Europe et aux États-Unis?

**RAPPEL DES FAITS.** Arrêtés, attaqués, chassés sans relâche... morts avant d'avoir atteint les côtes : les migrants subissent de plein fouet la violence et l'inhumanité des politiques européenne et états-unienne.



**Cedric Herrou (à gauche) et un groupe de réfugiés qu'il héberge temporairement dans sa ferme-refuge, à Breil-sur-Roya, dans la vallée de la Roya (Alpes-Maritimes).** Rebecca Marshall/laif-REA

**Guido Nicolosi**  
Sociologue,  
professeur  
à l'université  
de Catane,  
en Italie (1)



Calais, Lampedusa, Lesbos... Refoulés d'Europe ou des États-Unis, les migrants subissent avec violence de plus en plus des discours et décisions politiques xénophobes. Comment analysez-vous ces positions européennes et

nord-américaine de repliement et d'enfermement? Que révèlent les discours politiques qui amalgament migrants et terroristes?

**GUIDO NICOLOSI** Il devient de plus en plus évident que le migrant est devenu un véritable « bouc émissaire » utilisé par des groupes politiques xénophobes, des « entrepreneurs de la peur » sans scrupule, investissant un capital symbolique rentable sur le dos des plus faibles. Les gouvernements utilisent de plus en plus ce capital pour s'assurer du consentement, en profitant politiquement du sentiment généralisé d'insécurité, et de la circulation de préjugés culturels anciens. René Girard a magistralement décrit les processus anthropologiques qui expliquent ce « mécanisme victimaire » grâce auquel les organisations sociales et politiques réussissent elles aussi à se purifier, à se libérer de leurs péchés et de leurs responsabilités : chômage, crise économique, crise de la représentation. Je pense également que les médias ont une responsabilité. Ils jouent un rôle tragique de médiation symbolique entre l'angoisse, souvent légitime, des couches sociales des plus faibles et les intérêts politiques et économiques des plus forts. La stratégie communicante des principaux médias déforme la représentation du phénomène migratoire. Il s'agit d'une distorsion double aux effets dévastateurs. D'une part, les médias amplifient la dimension quantitative et négative, « les risques », du phénomène, en superposant

l'image des réfugiés (les débarquements, les exodes) avec celle, moins spectaculaire, mais plus réaliste, de la situation ordinaire et régulière de la plupart des migrants. Ou en suggérant une corrélation (d'ailleurs inexistante) entre immigration et terrorisme ou criminalité. D'autre part, les médias dématérialisent la dimension tragique du phénomène migratoire ; en raréfiant, sur le plan narratif, la présence et la matérialité des corps et des cadavres des naufragés, qui sont souvent des femmes et des enfants.

**GUILLAUME LE BLANC** Nous ne sommes définitivement plus dans le monde de 1989 et de 1991. La chute du Mur, la fin de l'apartheid en Afrique du Sud faisaient espérer que des ponts étaient en train de renaître, au lieu de quoi on a eu toujours plus de murs et de camps. Ceux-ci ont pour fonction de gérer les indésirables et de restituer à la souveraineté nationale un octroi de puissance qu'elle n'a plus, du fait de la mondialisation des échanges et des migrations. Affirmer la frontière, quitte à la fabriquer, entre les nationaux et les étrangers, c'est devenu le seul moyen de refaire nation. Les discours politiques ultrasécuritaires qui reprennent à leur compte les guerres culturelles jettent le soupçon sur le demandeur de refuge en le transformant en terroriste potentiel pour redonner corps à l'évidence du « national ». Le « national » est devenu le signifiant imaginaire produit par la distinction entre « eux » et « nous », seul à même de remplir le concept de nation...

**MARYSE TRIPIER** Les mouvements xénophobes ne datent pas d'hier. Depuis des décennies, les mots immigration et problème sont affectés d'un signe égal. Problème de la différence culturelle, considérée comme une entrave à l'intégration, à partir d'une vue fixiste et racisée de la culture. La montée

des problématiques identitaires (« on est chez nous », « America First ») correspond à la peur de l'avenir, du déclassement face une mondialisation qui laisse les 99 % du monde de côté. Le nationalisme devient alors une réponse « acceptable », puisque censée protéger les nationaux. Ces sentiments de peur ont été renforcés par les attentats, par la présentation médiatique des arrivées de migrants sous l'angle de la seule quantité. Les nombres, les statistiques, les pourcentages utilisés dans le contexte de la « crise migratoire » de 2015 ont eu un effet déshumanisant. Le « migrant » ou le « réfugié » est privé de toute individualité et apparaît aux yeux du public comme une menace. Il a fallu la photo du petit Aylan pour que ces images fassent au contraire réagir les citoyens solidaires.

**Acte de citoyenneté, engagement politique, réaction humaine de solidarité... Malgré la multiplication des poursuites judiciaires contre ceux qui viennent en aide aux migrants, dans plusieurs villes, certain-e-s citoyen-ne-s ou associations hébergent demandeurs d'asile et déboutés de ce même droit. Comment analysez-vous ce phénomène?**

**GUILLAUME LE BLANC** Nous sommes dans un conflit des hospitalités. Si pendant longtemps l'hospitalité a été comprise comme l'impératif moral d'accueillir quelqu'un chez soi, elle a pu, à la faveur d'un élargissement en direction d'un droit à l'hospitalité impliquant un droit humain à la migration, devenir une norme politique. Au point que la convention de Genève de 1951 s'était empressée, dans le contexte de l'après-guerre, de codifier ce droit pour les pays signataires. Aujourd'hui, la convention de Genève, dans ●●●

## Table ronde

### ●●● Vers la fin de l'hospitalité en Europe et aux États-Unis ?

l'actuelle « crise des migrants », a volé en éclats et nous assistons à la fin de l'hospitalité politique. Fort heureusement, une hospitalité éthique s'élabore, grâce à des bénévoles, à des collectifs, des associations, refaisant politique sur de tout autres bases que celles de l'État-nation. Il est en train de s'inventer des politiques citoyennes découplées des politiques nationales, réaffirmant le droit qu'a tout individu de vivre ici plutôt que là, en raison de la menace de mort qui pèse sur sa vie, dans son pays d'origine, et donnant lieu à des droits locaux.

**GUIDO NICOLOSI** Il n'y a pas d'explication unique. Tout dépend du contexte. Le cas que j'ai étudié directement, Lampedusa, est particulièrement intéressant. Cette île, une des plus exposées aux flux migratoires, abrite une toute petite communauté qui vit dans sa chair l'impact social, logistique, mais aussi économique des débarquements : le tourisme est en effet un secteur clé de l'économie de l'île. Néanmoins, les préoccupations légitimes de la population n'ont pas empêché une réponse collective de solidarité en faveur des migrants. Non seulement dans les cas les plus graves, mais, jour après jour, dans « l'ordinaire exceptionnel » que les habitants de l'île ont été contraints de vivre. La culture solide des pêcheurs a des racines anciennes, des « lois éternelles, non écrites et inébranlables » comme le dit l'Antigone de Sophocle. Cependant, il y a malheureusement en Italie un côté sombre de l'accueil. Dans un certain nombre de cas, la gestion de l'« urgence immigration » a été une bonne affaire : plans d'urgence et fonds spéciaux, manque de contrôle, corruption, clientélisme. Plusieurs Cara (centres d'accueil et pour demandeurs d'asile) ont été mis en examen, et dans certains cas, comme à Mineo (Catane), en Sicile, le plus grand d'Europe, d'inquiétantes spéculations politiques et économiques sont en train d'émerger.

**MARYSE TRIPIER** Les phénomènes de solidarité ne sont pas les mêmes dans tous les pays, on les a vus surtout là où existent des traditions de résistance (l'Italie, la Grèce, la France, l'Espagne...). Aux États-Unis, pays qui se représente comme pays d'immigration à la base de la nation, on voit de nombreuses manifestations contre le décret Trump. Les principaux vecteurs de cette solidarité sont la conscience humaine de base, les associations antiracistes et de solidarité aux démunis, mais l'Église catholique, via Caritas et le Secours



Alessandro Sotoca

### « Nous avons besoin d'un changement courageux de perspective culturelle. »

**GUIDO NICOLOSI**



Pierre Prikowicz

### « Depuis des décennies, les mots immigration et problème sont affectés d'un signe égal. »

**GUILLAUME LE BLANC**



Patrick Klusbaum

### « Le "migrant" ou le "réfugié" est privé de toute individualité et apparaît aux yeux du public comme une menace. »

**MARYSE TRIPIER**

catholique, joue un rôle non négligeable. S'y ajoutent ceux pour qui la désobéissance civile s'impose quand les lois n'ont plus de fondement moral.

**Selon vous, quelle politique d'accueil et de solidarité la France devrait-elle mettre en œuvre ? Et, d'un point de vue universel, comment faire construire des ponts... plutôt que des murs ?**

**GUILLAUME LE BLANC** Il s'agit d'abord de dépersonnaliser l'hospitalité. Celle-ci repose trop sur la seule vertu des anonymes, ouvrant leurs portes. Il est temps de la considérer comme un impératif politique. Étymologiquement, l'hospitalité est la création d'un refuge, d'un « hôpital », d'un lieu pour prendre soin des vies déplacées. Il faut réhabiliter cette définition de l'hospitalité et plaider pour la création de lieux durables, à l'instar des centres de fraternité réclamés dans toutes les régions de France par l'abbé Pierre en 1954. Lorsqu'il y a eu Sangatte, un centre de la Croix-Rouge a été ouvert en 1999, détruit en 2002 par Nicolas Sarkozy. Depuis, la « jungle » de Calais a poussé à ciel ouvert, ne cessant de se disséminer en archipel de la misère migratoire. Et nous construisons, tel Sisyphos remontant à perpétuité son rocher, avant qu'il ne redescende, des centres que nous effaçons peu après, bricolant au lieu de produire des dispositifs durables de refuge pour qu'un soin approprié puisse se développer, à partir duquel une véritable politique de l'individu puisse être enclenchée, s'employant à considérer les ressources du demandeur de refuge, et cessant de le considérer comme une victime ou un barbare. Mais il ne faut pas s'y tromper, face à l'absence de politique état-nationale, il convient d'inventer d'autres modalités politiques que l'Europe ne veut pas assumer, mais que certaines villes ont commencé à porter mais qu'elles pourraient intensifier, renouant avec la vieille idée de la ville refuge, à l'instar de nombreuses

villes américaines comme San Francisco ou récemment New York, qui ont accordé des cartes d'identité locales, donnant lieu à tout un ensemble de droits spécifiques. Il faut militer pour la réinvention d'un droit à la citoyenneté locale porté par les villes refuges.

**GUIDO NICOLOSI** Nous devons cesser de penser l'immigration comme un phénomène que les différents pays doivent gérer de manière isolée. C'est une question européenne qui doit être abordée dans une perspective européenne. Par contre, sur ce sujet, l'Europe court le risque de faire naufrage : je pense, après le Brexit, aux prochaines élections en France. À mon avis, nous avons besoin d'un changement courageux de perspective culturelle. Penser l'immigration comme un « problème » et une « urgence » est une « prophétie autoréalisatrice » : une croyance fautive au départ mais qui forge la réalité. En fait, l'immigration est un phénomène structurel qui est aussi une opportunité économique, démographique et culturelle, comme le démontre symboliquement le cas du village de Riace, en Calabre, qui « revit » grâce aux migrants. Des problèmes existent, dont il ne faut pas minimiser la gravité, mais ils peuvent être traités efficacement par un grand continent comme l'Europe. Nous disposons de marges confortables pour l'accueil des migrants. Ils donnent une contribution essentielle au développement de notre société. Sans les immigrés, nous serions collectivement plus pauvres et plus âgés.

**MARYSE TRIPIER** Il est urgent de sortir du logiciel répressif. Frontières fermées égalent voie libre aux passeurs mafieux. La France peut accueillir des étrangers, elle en a les moyens. Comme le propose Marie-Christine Vergiat, députée européenne du Front de gauche depuis 2009, rapporteur au Parlement européen de « Migrations et droits de l'homme dans les pays tiers », il est temps de mettre en place des politiques qui favorisent les mouvements de circulation entre les pays. Il faut ouvrir des voies légales de migration et des corridors humanitaires pour les réfugiés. Nous devons respecter le droit : le droit à la vie via le droit international sur le sauvetage en mer, le droit d'asile en respectant la convention de Genève (c'est-à-dire en laissant les demandeurs d'asile déposer leur demande sur le sol de l'Union européenne), les droits de l'enfant et la convention internationale du même nom (notamment pour les mineurs isolés), le droit de vivre en famille (en favorisant le regroupement familial et en cessant de multiplier les freins aux mariages mixtes). Et ce n'est pas tout. Il y a aussi le droit à l'éducation, y compris pour les jeunes majeurs, le droit à la santé pour celles et ceux qui ne peuvent pas se faire soigner dans leur pays ou qui ont commencé des soins en France ou ailleurs en Europe, et, enfin, le droit au travail, en cessant ce petit jeu pervers liant permis de séjour et permis de travail, qui rend impossible l'octroi de l'un et de l'autre. Il nous faut avoir comme boussole la possibilité de choix pour les personnes. La guerre et la misère restreignent le choix. La fermeture des frontières aussi. La question des migrants est mondiale, elle doit être réellement prise en charge au niveau de l'ONU, qui doit redéfinir un statut des migrants. ●

**ENTRETIENS CROISÉS RÉALISÉS PAR ANNA MUSSO**

### LA REVUE DE PRESSE

#### RFI

Les corps de 74 migrants morts noyés après le naufrage de leur embarcation, dans laquelle ils tentaient de rejoindre l'Europe, ont été découverts sur une plage à l'ouest de Tripoli, a annoncé le Croissant-Rouge libyen ce mardi 21 février. Joel Millman, porte-parole de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), citant un employé local, a rapporté que « les passeurs étaient revenus et avaient enlevé le moteur, laissant l'embarcation dériver ». Un naufrage de plus pour ces migrants africains qui tentent d'atteindre l'Europe, parfois au prix de leur vie.

#### La Croix

Une semaine après son entrée à la Maison-Blanche, le président américain Donald Trump a signé, vendredi 27 janvier, un décret intitulé « Protéger la nation contre l'entrée de terroristes étrangers aux États-Unis ». Ce texte prévoit la suspension, pendant quatre mois, du programme américain d'admission des réfugiés et le gel, pendant trois mois, de l'entrée de ressortissants en provenance de sept pays musulmans : Irak, Iran, Libye, Somalie, Soudan, Syrie et Yémen. Tous les Syriens sont, eux, interdits d'entrée sur le territoire américain jusqu'à nouvel ordre.

- (1) Auteur de *Chairs disparues* (Seuil).
- (2) Coauteur avec Fabienne Brugère de *La Fin de l'hospitalité* (Flammarion).
- (3) Coauteure avec Andrea Rea de *Sociologie de l'immigration* (La Découverte).